

REVUE DE PRESSE JANVIER 2010

Les textes placés dans cette rubrique sont les résumés les plus fidèles possibles des articles répertoriés, ils ne sont en aucun cas l'expression du Collectif Romeurope



Enfants dans le camp de Roms de Saint-Ouen à Saint Denis-Photos de Pierre Pytkowicz

DU 1^{er} au 15 JANVIER

EUROPE

La Bulgarie maintient la candidature de Roumania Jeleva

Libération, 14 janvier 2010

Alors que la Bulgarie maintient la candidature controversée de Madame Roumania Jeleva (Parti populaire européen) au poste de commissaire européen, c'est tout l'édifice de la commission Barroso II qui pourrait imploser sous l'effet des règlements de compte entre partis européens. Le Slovaque Maros Sefcovic, socialiste , pressenti pour le portefeuille de l'administration a devancé les attaques en présentant ses excuses pour les propos anti-Roms qu'il avait prononcés en 2005 en affirmant que les Roms « *exploitaient l'Etat Providence slovaque* » : « *M. Sefcovic exprime ses profonds regrets si quelque chose qu'il aurait pu dire dans le passé a offensé certaines personnes* » déclare le

communiqué qui souligne les efforts réalisés par le commissaire désigné pour favoriser l'intégration des Roms dans son pays.

Belgique

Bruxelles. Des enfants dorment toujours gare du Nord

Rtbf, 4 janvier 2010

Quatorze enfants roms en bas âge dorment avec leurs familles dans la gare de Bruxelles. Les conditions d'hygiène sont lamentables et la santé des enfants pose problème.

Bosnie

Une Bosnie pas si multiethnique que ça...

Marianne, 2 janvier 2010

Le Tribunal du Conseil de l'Europe vient de condamner la Bosnie pour avoir proscrit la candidature de citoyens juifs ou roms à certaines élections. La Constitution issue des accords de Dayton en 1995 ne reconnaît en effet que trois peuples « constituants », Bosniaques musulmans, Croates et Serbes et ignore les « minorités dans la minorité » comme les Juifs et les Roms. En condamnant cette discrimination, la Cour de Strasbourg notifie à la Bosnie qu'elle s'était engagée à réviser la loi électorale lors de son adhésion au Conseil de l'Europe en 2002.

Espagne

Les Marocains et les Roms en tête des discriminés.

Yabiladi.com, 31 décembre 2010

Après la première session du Conseil pour la promotion de l'Égalité de traitement et de la non-discrimination raciale ou ethnique, son président, José Manuel Fresno Garcia, interrogé par le journal Publico, a précisé que les Marocains et les Roms sont les catégories ethniques les plus discriminées. Il a suggéré l'application d'une loi globale sur l'égalité de traitement. 17,3% de la population s'est sentie discriminée en 2009, soit 8 millions de personnes.

Hongrie

Ca sent la poudre chez les Roms

Hulala (l'actualité hongroise en français), 7 janvier 2010

Le Conseil National Rom, l'organe représentatif de la minorité rom en Hongrie, a reçu une enveloppe contenant de la poudre blanche. La menace comportait un message : « *Vous pouvez partir* ». Une enquête a été ouverte contre cet acte « *de terrorisme politique* » ainsi qualifié par le président de ce conseil. Pour lui cet acte a pour but d'intimider les Roms et se situe dans un contexte de menaces contre sa communauté dont il accuse l'extrême-droite et le parti Jobbik.

Vue de Hongrie. Inquiétantes résurgences brunes

L'Humanité, 8 janvier 2010

Menacé de mort comme « *juif traître à la patrie* », Vilmos Hanti, président du MEAZ (association des anciens résistants et antifascistes) dénonce les dérives de l'extrême-droite et accuse de complicité l'Eglise et la droite dite classique. Parmi les autres cibles de l'extrême-droite les homosexuels et surtout les Roms : huit d'entre eux ont été assassinés en 2009.

Roumanie

Une plaque en or pour Madonna ?

Cyberpress, le 5 janvier 2010

Le « roi » des Roms, le Roumain Florin Cioaba, a annoncé qu'il offrirait une plaque en or à Madonna pour la remercier de son message contre les discriminations envers les Roms adressé l'été dernier à l'occasion d'un concert à Bucarest. Une étude publiée en septembre 2009 a montré que 7 Roumains sur 10 ne voulaient pas qu'un Rom fasse partie de leur famille.

Suisse

Genève. Un abri pour petits Roms

Le Matin, 5 janvier 2010

La ville de Genève a ouvert cet hiver un abri PCI (Protection civile) destiné à accueillir pour la nuit les enfants roms et leurs mamans. Depuis son ouverture, il a reçu régulièrement 20 à 25 personnes, enfants et adultes confondus. En tout, 240 Roms ont bénéficié de cette structure dite « PC2 » contre 136 durant la même période l'an dernier. Parmi eux, la plupart viennent des villes voisines : Annecy, Annemasse, Lausanne ou Yverdon. La droite genevoise dénonce un « *appel d'air* ». Le magistrat Manuel Tornare, responsable du social en ville de Genève, leur rétorque : « *Parler d'appel d'air à propos de 20 ou 25 personnes me fait rigoler. On est tout de même loin du tsunami* ».

République Tchèque

Rapport d'Amnesty International : en finir avec l'exclusion des enfants roms d'établissements classiques

Radio Prague, 14 janvier 2010

A la veille des inscriptions des enfants dans les écoles qui commencent au milieu de janvier, Amnesty International réclame le gel de l'admission d'enfants roms dans les écoles spéciales dispensant une instruction de qualité inférieure. Dans un rapport, réalisé dans la région d'Ostrava, elle souligne que « *des milliers d'enfants roms continuent à être placés dans les écoles spéciales destinées aux enfants présentant un handicap mental léger* ». Ces enfants représentent plus de 80% des élèves de ces écoles, rebaptisées écoles élémentaires pratiques. Le Ministère tchèque de l'éducation est d'accord avec les conclusions du rapport et vient d'adopter un plan d'insertion comprenant des mesures en vue d'offrir des chances égales aux enfants défavorisés. Amnesty veut aller plus loin et appelle les

autorités à imposer dans la législation la déségrégation de l'éducation qui, seule, peut briser le cercle vicieux de la marginalisation et de la pauvreté qui fait le quotidien d'une grande partie de la population rom.

FRANCE

Bientôt un dispositif de vaccination pour les SDF

NouvelObs.com, 6 janvier 2010

Médecins du Monde vient de mettre sur pied des équipes mobiles dans certaines villes (Marseille, Nancy, Lyon, Strasbourg) et en Seine Saint-Denis, pour faciliter la vaccination contre la grippe A/H1N1 des populations habitant dans les squats ou les bidonvilles, et notamment les Roms. Le but est aussi, comme pour la Croix Rouge, d'orienter les patients vers les centres de vaccination, « *quand ils fonctionnent bien* » précise Jean-François Corti, directeur des opérations France de MDM. « *Notre objectif est de donner un coup de main, mais pas de se substituer au rôle de l'Etat et au dispositif de droit commun* ».



Dans le camp de Saint Ouen à Saint Denis-Photo de Pierre Pytkowicz

Le purgatoire français des Roms d'Europe

Le Monde, 11 janvier 2010

(Point de vue de Pierre Chopinaud, traducteur de la langue romani).

Le 16 novembre dernier, 30 hommes, femmes et enfants étaient chassés par la police de leur campement, face au palais des congrès qui abritera neuf jours après le Salon du livre pour la jeunesse. Ils errent d'un trottoir à l'autre, chassés finalement par un « arrêté de désinfection » pris par la sénatrice-maire de Montreuil, Mme Voynet. Si ces Roms, venus d'Alba Julia, prennent la figure de fantômes, c'est que la politique dont ils sont l'objet est une fabrique de revenants. C'est une machine juridique dont le moyen est de criminaliser la présence des êtres afin de produire et de

reproduire leur disparition : l'entrave à l'accès au travail entraîne des moyens de subsistance et d'habitation qui tombent sur le coup des deux lois Sarkozy sur la sécurité et l'immigration, qui achèvent de les exclure du champ des droits civiques. Les conséquences en sont une persécution irrationnelle des Roms roumains et bulgares et la falsification du nombre des expulsions par la répétition des disparitions de ceux dont le retour est le droit. A chaque purge, un dixième environ de la population est maintenue en vie dans d'étranges purgatoires nommés « villages d'insertion ». Ces villages pour fantômes - baraquements alignés, surveillance par des sociétés privées, sans accès possible de personnes de l'extérieure, sont en fait et en droit similaires à « *ces centres de séjour surveillé* » tel celui de Gurs ouvert en mars 1939 par le gouvernement Daladier qui enferme de nombreux fantômes fabriqués par le décret-loi du 3 mai 1938 sur la police des étrangers.

Alsace

Mulhouse : échanges électriques pour une coupure de courant

L'Alsace, 9 janvier 2010

A la suite de la coupure du courant électrique par EDF dans le squat du 61 rue Franklin, une trentaine de personnes, menée par le collectif Action Roms 68, a débarqué dans le hall de la maison Düring, annexe de la mairie centrale attenante. Une polémique s'est engagée entre le maire, Jean-Marie Bockel, et le leader socialiste d'opposition, Pierre Freyburger.

Strasbourg

Des familles de Roms expulsées vers la Hongrie

France 3, 12 janvier 2010

Ce matin, quatre familles roms de Hongrie ont été arrêtées. Elles vivaient dans un campement de fortune à Strasbourg. Elles avaient déposé une demande d'asile politique en avril dernier. Les associations de soutien aux sans papiers jugent indigne et brutale cette décision de reconduite à la frontière.

Sans papiers : mobilisation après l'arrestation de familles Roms

L'Alsace, 12 janvier 2010

Une trentaine de personnes ont manifesté hier à Strasbourg, à l'appel du Réseau Education sans frontières (RESF) contre le placement en centre de rétention et l'expulsion prochaine de quatre familles roms. Elles avaient quitté la Hongrie, victimes de harcèlement et de menaces. Après le rejet de leur demande d'asile, elles avaient introduit un recours devant la Cour nationale du droit d'asile dont elles attendaient la décision.

Ile de France



Dans le camp de Saint Ouen à Saint Denis-Photo de Pierre Pytkowicz

Recrudescence des délinquants d'Europe de l'Est

Le Figaro.fr, 8 janvier 2010

Les ressortissants originaires de l'Est, de Roumanie particulièrement, sont, d'après la police, poussés à une délinquance de plus en plus préoccupante. Placés sous le joug de groupe mafieux, condamnés à des conditions de vie délétères dans les 110 campements de la région parisienne, 3 000 roms se livrent à un panel d'infraction allant de la mendicité agressive aux vols à la tire en passant par les escroqueries à la charité publique et les cambriolages. Pour se soustraire à la loi, les organisations criminelles emploient comme exécutants des mineurs de 12 à 15 ans, dépourvus de documents d'identité et non expulsables en raison de leur âge. Ces délinquants sont avant tout des victimes qui travaillent pour rembourser la « camata », la dette contractée par les familles auprès des donneurs d'ordre retranchés en Roumanie. La Préfecture de police accueille désormais en son sein des policiers roumains pour mieux prendre en considération le phénomène.

Chelles. Des Roms survivent dans un campement caché

Le Parisien, 8 décembre 2010

Un toit de planches et de toiles, la présence des rats, et maintenant la neige et le gel. La vingtaine de Roms vivent depuis un an dans ce campement indigne. Venus de l'ancien bidonville de Massy-Palaiseau, ils se sont organisés au milieu d'une ancienne tuilerie dans la zone industrielle de Chelles (Seine-et-Marne). Les hommes vivent de petits boulots dans le bâtiment, quand le froid n'arrête pas les chantiers, les enfants sont scolarisés. « *Les gens sont plutôt discrets, on n'a aucun problème*, dit-on dans une entreprise de la zone. *Mais ce paysage n'est pas trop valorisant pour notre image* ». La tuilerie et le terrain autour, rachetés par l'agglomération de Marne et Chantierne, doivent connaître une nouvelle destination. Les Roms espèrent être relogés : « *On nous a promis un terrain propre et une caravane* » assurent-ils.

Choisy-le-Roi. Les Roms de retour sept ans après

En octobre 2002, Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'intérieur, était venu ici promettre de faire disparaître les bidonvilles du gouvernement en raccompagnant les gens chez eux : « *leur avenir est en Roumanie, pas ici* ». 7 ans après, les Roms sont de retour à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne). Ils ne sont plus 600 comme alors, mais une soixantaine, parmi les 300 présents dans le département. La

Direction interdépartementale des routes Ile de France a demandé leur expulsion. « *Les Roms ne trouvent pas leur place en Europe. Le problème dans sa globalité n'est toujours pas réglé* » estime Daniel Davisse, le maire PC de Choisy-le-Roi qui, en son temps, avait accueilli Nicolas Sarkozy dans sa ville.

Languedoc Roussillon

Roquemaure (Gard) expulse des Roms sans abris

Bellaciao, 12 janvier 2010

Salarié-nomade des temps modernes, Christian avait ouvert son terrain de Roquemaure, où il vivait dans une caravane, aux familles à la rue, principalement roms et installé pour les accueillir deux caravanes supplémentaires. Avec des amis, il avait créé une Association « Refuge chrétien en plein air ». Mais la municipalité l'a poursuivi pour infraction aux disposition du POS (il n'avait pas demandé d'autorisation de camping en terrain privé). Le Tribunal administratif de Nîmes a fait saisir les caravanes et condamné Christian et l'association à une amende de 1 000€. Leurs affaires personnelles et les ordinateurs de l'association ont disparu, mais leur plainte a été classée sans suite. Aujourd'hui les habitants du terrain dorment dans leur voiture. Christian veut bien accepter le logement que le Conseil général lui propose, mais souhaite pouvoir permettre à ses camarades d'infortune de rester sur place.

Nord-Pas-de-Calais

Agglomération lilloise

Roubaix. Les Roms ont intégré leurs bungalows

Nord Eclair, 7 janvier 2010

Hier les cinq familles roms sélectionnées par les services sociaux ont intégré les bungalows installés rue d'Alger à Roubaix. « *Vous savez, nous avons tout perdu en Roumanie après les grande inondations de 2007, explique une maman, émue. Ici on vivait dans une caravane très vieille. Maintenant nous avons un toit, de la chaleur et nous pouvons envisager un meilleur avenir pour nos enfants* ». Ces cinq familles occuperont ces bungalows pendant six mois avant de faire un bilan avec les travailleurs sociaux. L'AFEJI, association d'insertion, assure le paiement des factures d'électricité et d'eau et le suivi social des familles. Les mobil-homes sont financés par l'Etat, l'installation des familles par la Communauté urbaine. La ville de Roubaix a prêté le terrain pour trois ans maximum.

Villeneuve d'Ascq

Cinquante Roms au chaud à l'aumônerie

Ils ont quitté la « jungle » des caravanes pour la relative chaleur de l'ancienne aumônerie étudiante au Triolo. La paroisse CANA et le père Arthur ont rouvert le bâtiment, avec l'accord de l'évêché, pour que huit familles roms échappent aux rigueurs de l'hiver. « *Ils peuvent rester jusqu'à fin janvier* » explique le responsable du conseil de solidarité de la paroisse. Le père Arthur a l'espoir que ses protégés restent plus longtemps : « *Je souhaiterais que le bâtiment reste à notre disposition jusqu'en mars ou en avril. Il y a des enfants qui ont besoin d'être heureux* ».

un toit pour les familles Roms

La Croix, 10 janvier 2010

Fermée depuis deux ans en raison de sa vétusté, l'ancienne aumônerie étudiante de Villeneuve d'Ascq a repris du service avec l'accord de l'évêché de Lille. C'est le père Arthur Hervet, infatigable soutien des familles Roms dans le Nord, qui a mis à l'abri du froid une dizaine de familles roms. « *L'élan de solidarité a été formidable, s'émerveille le père Arthur. Nous avons reçu des matelas, de la des couvertures, de la nourriture et des dizaines de coups de téléphone de soutien* ».

Les cinquante Roms sont au chaud, mais...

La Voix du Nord, 13 janvier 2010

Mercredi dernier, une cinquantaine de Roms ont trouvé refuge dans l'ancienne aumônerie étudiante fermée à Villeneuve d'Ascq, grâce à la mobilisation des paroissiens. La ville a fait venir du mobilier, mais, si l'électricité fonctionne, la plomberie est défaillante et plusieurs enfants sont malades. Il faut que l'élan de solidarité qui les a mis à l'abri de la neige et des gelées se prolonge pour que des conditions sanitaires et hygiéniques convenables soient assurées.

Provence-Côte-d'Azur

Nés dans un squat aux portes de Nice

Nice-Matin, 13 janvier

Au fond, on entend un bébé qui pleure. Un garçon né il y a quinze jours. Il s'appelle « Armani » comme le couturier, rit sa mère. 25 à 30 familles de Roms roumains vivent dans un camp de baraques délabrées, à la sortie de Nice, le long de la route de Grenoble. « *Ici beaucoup manger, ici pas froid, moi pas partir* » baragouine Vasel. Dan hoche la tête : « *Ici tout le monde travaille à la poubelle* ». « *Nice-paradis* » se marre un autre. En fait de paradis, ces quatre murs ouverts à aux quatre vents, empoussiérés, sans eau potable, ressemblent plutôt à un enfer. Et rappellent les photos chocs des pays meurtris comme la Tchétchénie.

Rhône-Alpes

Lyon

Les squats, une préoccupation essentielle pour la préfecture

Lyon Capitale, 7 janvier 2010

Lors de la réunion publique sur la sécurité dans le 7ème arrondissement, le préfet du Rhône, Jacques Gérard s'est permis de rajouter aux autres sujets prévus « *la problématique des squats* ». Il a évoqué l'expulsion du squat rom de la rue de Surville, ce qui a étonné certains participants, et fait écho au discours très remonté de certains commerçants de la Guillotière : l'un d'entre eux a parlé de « *délinquance itinérante* » à propos des Roms. Le préfet a demandé à la commissaire du 7ème « *une rencontre sur les Roms* » avec les commerçants. Le maire de Lyon, Gérard Collomb, a précisé, quand à lui, que « *le problème des Roms est un problème complexe qui ne peut être réglé que par vous, monsieur le préfet. Nous-mêmes, nous essayons de prendre une part du travail. Sur le plan de la propriété, je peux intervenir* ».

« Libertés et sécurité dans le 7ème » : les Roms au cœur du débat

Le Progrès, 7 janvier 2010

La réunion « Libertés et sécurité », dans le septième arrondissement de Lyon, a permis d'évoquer de nombreuses questions : voitures brûlées, boîtes de nuit trop bruyantes, SDF, prostitution. Un des problèmes les plus commentés par le préfet du Rhône Jacques Gérard et les élus, Gérard Collomb, maire de Lyon, en tête, a été celui posé par les Roms dans le quartier de la Guillotière. Tout en exprimant leurs doléances - « *ils ont la mainmise sur le quartier, ils font la loi* » affirmait un commerçant -, certains riverains évoquaient plutôt les SDF. D'une manière générale, les élus – majorité et opposition-, ne se sont pas mouillés sur les différents points, le préfet à peine plus. « *Pour bien vivre ensemble, chacun doit y mettre du sien* », concluait Gérard Collomb.

« Des conditions de vie indignes » au bidonville de la Part-Dieu

Le Progrès, 7 janvier 2010

Pour le maire du 3ème arrondissement, « *les conditions de vie sont indignes* ». Pourtant dans ce bidonville installé à deux pas de la Part-Dieu, elles sont « *plus favorables que celles qu'ils connaissent dans leur pays* », indique Isabelle Mercier, chef de la police municipale, s'appuyant sur le témoignage des Roms qui vivent ici. « *En Roumanie, c'était mieux du temps de Ceausescu* » confirme une ressortissante roumaine. Les antennes de solidarité de l'arrondissement, Médecins du Monde, l'Alpil, suivent ces populations. « *Un accès à la scolarité serait un gage d'intégration à long terme* », estime la Commissaire Mercier. Actuellement, la part des Roms dans l'occupation des squats a doublé à Lyon depuis 2006, passant de 40 à 80%.

Une lettre ouverte des associations de soutien aux populations roms

Lyon Mag.com, 13 janvier 2010

Les associations de soutien aux Roms demandent au préfet du Rhône d'appliquer la trêve hivernale aux personnes qui squattent des terrains ou maisons à l'abandon et une réunion pour mettre en place « *une politique de logement décent et pérenne pour tous* ».



DU 16 AU 31 JANVIER

EUROPE

Belgique

Bruxelles

Les sans-abris exclus la nuit des bâtiments de la gare du Nord

Rtbf, 25 janvier 2010

A partir de ce lundi, toute une partie de la gare du Nord (le Centre de communication Nord) sera fermée la nuit. Les familles de Roms avec des enfants qui s'y trouvaient ont déjà été relogées, mais, pour les autres, cela va être difficile, car tous les centres d'accueil disponibles à Bruxelles sont saturés.

Une expulsion massive de sans-abris évitée à Bruxelles

Rtl info.be, 26 janvier 2010

Les sans-abris, dont deux familles roms avec enfants, qui occupent pour la nuit le CNN, ce bâtiment privé en face de la gare du Nord, auraient du être expulsés cette nuit, mais l'opération a été reportée en raison de la chute des températures. Pour Luc Verleyen (Opération Thermos), « *chaque hiver, c'est la même chose, l'urgence, l'urgence* ». Le président du CPAS de Bruxelles, Yvan Mayeur, estime lui que tout est prêt pour accueillir les sans-abris.

Hongrie

La « question Rom » selon Bajnai

Hulala (l'information hongroise en français), 29 janvier 2010

Dans une interview au quotidien allemand Süddeutsche Zeitung, le premier ministre hongrois Gordon Bajnai a fait dépendre le développement durable de la Hongrie dans les 15 à 20 ans de la réussite de l'intégration des Roms. C'est une bien lourde tâche à assumer pour les Roms du pays... Si l'intention est louable, il est contre-productif de vouloir répondre à un défi social et économique en termes ethniques.

Italie

Transfert et évacuation controversés de Roms d'un campement illégal

Euronews, 22 janvier 2010

Le Casilono 900, considéré comme un des plus grands campements illégaux d'Europe, est progressivement vidé depuis mardi de ses habitants, des Roms d'ex-Yougoslavie. Certains, qui étaient

là depuis 40 ans, n'avaient pas envie de le quitter. Mais, pour d'autres, c'est le départ pour une nouvelle vie : « *ceux qui sont déjà dans le nouveau campement, au nord de Rome, disent aux autres qu'il y a de l'eau chaude et de l'électricité* », d'après Marco Squicciarini (Croix-Rouge). La communauté catholique Sant'Egidio a critiqué cette opération qu'elle estime politique et affirmé « *qu'elle empêchait l'intégration des Roms dans la société* ».

Roms : des commandants des polices veulent se coordonner

Romandie News, 28 janvier 2010

Les commandants des polices de Suisse romande, de Berne et du Tessin veulent coopérer sur la question des Roms. Un voyage est prévu en Roumanie pour évaluer la situation avec leurs homologues roumains. La collaboration a pour but « *de mettre ensemble nos forces et nos connaissances* », explique la cheffe de la police genevoise, Monica Bonfanti, expliquant « *Jusqu'à maintenant, chacun travaille dans son coin, cela doit changer* ». Parmi les projets, la création d'une base d'identification commune comme celle réalisée au niveau national pour les Gitans.

Suisse

Genève

Genève pourrait contraindre les enfants roms à aller à l'école

Le Temps, 20 janvier 2010

Le conseiller d'état en charge du département de l'instruction publique (DIP), Charles Beer, propose de contraindre les enfants roms qui mendient devant les grands magasins à passer leurs journées sur les bancs de l'école. Par ailleurs, le conseiller d'Etat parle d'activer la clause péril qui peut conduire au retrait de l'enfant « *qu'il soit rom ou de toute autre origine* ».

Genève pourra retirer la garde des enfants mendiants

Romandie news, 20 janvier 2010

Après avoir interdit la mendicité, Genève veut aider les enfants mendiants. Le Conseil d'Etat (canton) estime que leur situation est nuisible pour leur santé et leur développement. Tout enfant mendiant ou mineur accompagnant un mendiant sera interpellé par la police et conduit au Service de protection des mineurs, avec ou sans l'accord des parents. Le dispositif prévoit aussi le placement momentané en foyer. Pour Dina Bazarbachi, présidente de l'association de défense des Roms Mesemrom, ces mesures sont scandaleuses : « *On ne retire pas la garde d'un enfant en raison de la pauvreté de ses parents. Le Conseil d'Etat réagit sur l'émotionnel* ».

Ils devront aller à l'école

Le Matin.ch, 20 janvier 2010

Au nom de la protection de l'enfance, le Conseil d'Etat a décidé hier de ne plus tolérer que des mineurs puissent mendier dans les rues. Les mesures adoptées sont plutôt drastiques. Les enfants concernés seront scolarisés de force, voir retirés à la garde de leurs parents, si le Service de protection des mineurs (SPM) les estiment en danger : « *On voit de plus en plus d'enfants utilisés pour la mendicité* » explique le conseiller d'Etat socialiste Charles Beer, qui ajoute : « *En vertu de l'instruction obligatoire, tous les enfants, même là pour une courte durée, doivent aller à l'école* ». La mesure qui promet d'être la plus controversée est la possibilité de retirer l'enfant à sa famille pour le placer dans un foyer. Pour Dina Bazarbachi, présidente de l'association Mesemrom, comme pour Mays Bittel, président de la Mission tzigane en Suisse, qui pensent en appeler aux juridictions européennes, cela rappelle le plan mis en place par Pro Juventute pour scolariser et sédentariser les

Tsiganes de Suisse entre 1926 et 1970. Pour Charles Beer, cette comparaison est « *monstrueuse* ». Pour lui, les autorités, qui n'emploient jamais le mot « rom », ne veulent pas stigmatiser une communauté, mais éviter que les enfants ne mendient et leur donner une instruction à laquelle tous les enfants ont droit. Le moins qu'on puisse dire, c'est que deux points de vue entièrement différents des droits de l'Homme et de la protection des enfants entrent en collision dans cette affaire.

La police genevoise satisfaite

Le Temps, 22 janvier 2010

Satisfait de pouvoir signaler les enfants qui accompagnent les mendiants au service de protection des mineurs, Claude Pahud, responsable du dossier à la police, relativise la dureté de la mesure. Pour le policier l'unique but est de protéger les enfants, « *en particulier sur le plan sanitaire* ». A Genève, une quinzaine d'enfants sont concernés par la mesure. Environ 70 adultes mendiants sont recensés en ville contre 150 à 200 durant l'été et l'automne 2009.

La sévérité de Genève fait rêver des parents roms

20minutes.ch, 29 janvier 2010

Selon Dina Bazarbachi, présidente de Mesemrom, des Roumains envisagent, « profitant » des mesures d'éloignement des enfants mendiants de leurs parents, d'envoyer leurs enfants, seuls, se scolariser dans le canton. Et certains pourraient même bénéficier, à terme, d'un certificat d'établissement. « *On ne peut exclure que certains enfants scolarisés dans le canton obtiennent un permis de séjour temporaire* » reconnaît Bernard Ducrest, chef du service d'aide au départ à l'Office cantonal de la population. Rappelons qu'à Genève, la mendicité est interdite depuis février 2008, alors qu'elle ne l'est pas dans le canton de Vaud.

Charles Beer, conseiller d'état en charge du département de l'instruction publique, se prononce sur son action auprès des enfants mendiants.

La Tribune de Genève, 27 janvier 2010

Dans cette interview, Charles Beer explique qu'il a pris sa décision après avoir constaté, comme la police, l'augmentation du nombre d'enfants dans la rue. Il explique que « *s'il y a matière à séparer les enfants de leurs parents, on les séparera* ». Et à la question : «*» votre action ne vise-t-elle pas à dissuader les Romms de venir à Genève ?*», il répond : « *Mon but n'est pas de les faire partir ou rester, mais d'assurer la dignité de ces enfants durant leur séjour à Genève* ».

Lausanne abandonne une partie de ses SDF sur le pas de la porte

Le Courrier, 16 janvier 2010

A Lausanne, tous les SDF ne sont pas logés à la même enseigne. Romms, Maghrébins, Africains trouvent régulièrement porte close à l'entrée des trois structures d'accueil de la ville. Les autorités donnent priorité aux sans-abris de la région. Et la ville refuse d'étoffer son dispositif de 80 lits : « *celui-ci répond aux besoins aux gens de la région* », explique Jean-Louis Bourquin. L'élus socialiste en charge de la Sécurité sociale à la municipalité ajoute : « *Ce n'est pas mon rôle de me renseigner sur ce qui advient d'un Room qui a choisi de venir à Lausanne, tant que cela ne provoque pas de catastrophe humanitaire* ». Et si on avance qu'à Genève, il existe deux abris publics qui ne refusent personne, il commente : « *les gens qui ne trouvent pas de place à Lausanne n'ont qu'à aller à Genève* ». Le Canton, lui, dit ne pas avoir connaissance d'une situation de pénurie dans les structures d'accueil.

FRANCE

Roms d'Europe en France : les « raccourcis historiques » de M. Chopinaud par Mathieu Rouault

Le Monde, 25 janvier 2010

En réponse à la tribune libre de Pierre Chopinaud du 11 janvier (voir revue de presse 1-15 janvier) qui comparait les villages d'insertion à des « *centres de séjour surveillé* », Mathieu Rouault, responsable de la communication chez Adoma (ex-Sonacotra), précise que le seul village d'insertion que gère Adoma est à Saint-Denis. Il est composé de 25 appartements-maisons présentant un niveau de confort élevé. Il s'inscrit dans un dispositif d'intégration qui doit aboutir à un relogement pérenne. Les familles, choisies sur des critères d'adhésion à un projet d'insertion, ont signé un règlement qui organise la vie intérieure du village et, contrairement à ce qui est dit par M. Chopinaud, les visites sont autorisées.

Aquitaine

Agglomération bordelaise

La page Veolia est tournée

Sud-Ouest, 16 janvier 2010

Lors du conseil de la Communauté urbaine de Bordeaux (CUB), où a été étudié le dossier Veolia, une délibération a porté sur la participation de la CUB à la MOUS (Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale) mise en place pour résorber les squats occupés par les Roms sur les communes de Bordeaux, Gradignan, Floirac et Cenon, soit 200 personnes, bulgares et roumaines dans un premier temps. Pierre Hemic (Verts, Bordeaux) a insisté sur le caractère obligatoire de la scolarisation des enfants et demandé que la CUB fasse pression sur le préfet pour la délivrance de cartes de séjour. Alain David, maire PS de Cenon, ne s'est pas opposé à la MOUS, mais rappelle la présence d'une forte précarité dans sa commune.

La Mous a encore besoin d'un coup de pouce

20 minutes, 18 janvier 2010

Tout en affirmant que l'obtention de titres faciliterait son travail, le Centre d'orientation sociale de Bordeaux, chargé, dans le cadre de la MOUS, d'évaluer les situations et besoins des Roms, va commencer le diagnostic. La structure cherche des maisons pouvant accueillir 15 à 20 personnes. L'installation de préfabriqués sur des terrains communaux semble abandonnée. « *Il faut des logements sociaux, mais la CUB en manque* » rappelle Jacques Respaud (PS). Concernant les inquiétudes du voisinage, le COS juge que l'accompagnement permettra une bonne intégration.

Le gymnase Thiers privé d'électricité

Sud-Ouest, 18 janvier 2010

Le gymnase Thiers a des soucis d'alimentation électrique. La raison en est un branchement sauvage de la communauté rom dans le squat mitoyen qui a mis tout le quartier en surchauffe. Porte-parole des Roms, Jérôme Lobao a proposé que la ville installe des compteurs dans les squats pour l'eau et l'électricité, mais les autorités ne veulent pas avoir l'air d'officialiser une situation jugée anormale.

De l'électricité dans l'air

Sud-Ouest, 23 janvier 2010

Hier matin, Jérôme Lobao, de l'association Procom, conduisait les journalistes dans le squat de l'avenue Thiers, où habitent 150 Roms, majoritairement bulgares. Il a souligné que l'urgence est d'aider les adultes à trouver du travail et d'inciter les enfants à aller à l'école et condamné la pratique préfectorale de renvoi des Roms dans leurs pays, avec une prime aussitôt dépensée à l'arrivée pour revenir en France. Dans le squat couraient des fils électriques depuis l'ancien réseau SNCF jusqu'aux habitations. Hier soir, la police a embarqué six personnes capables d'avoir prélevé frauduleusement de l'électricité sur le réseau public.

Convocation en justice pour les Roms

Sud-Ouest, 25 janvier 2010

Les quatre Roms mis en garde à vue ont pu quitter libres le commissariat central de Bordeaux. Ils sont convoqués à la Maison de la justice et du droit de Lormont et devront répondre de « tentative de vol d'énergie ». Ils avaient été appréhendés en train d'effectuer un branchement au réseau EDF depuis leur squat de l'avenue Thiers. Trois fois dans le mois, se sont produits des incidents entraînant des coupures d'électricité pour les habitants et occasionnant une interruption de la circulation du tramway.

Impatience et longueur de temps dans un squat de Bulgares à Bordeaux

AFP, 27 janvier 2010

L'expérimentation lancée il y a trois mois dans un squat de Bordeaux pour faciliter l'insertion de Bulgares sans papiers, en majorité Roms, avec la création d'une MOUS, suscite l'impatience des parties prenantes. « *On parle d'un laboratoire social d'urgence, dénonce Jérôme Lobao, de l'association ProCom, mais, trois mois après, rien n'a été fait, à part une évaluation de familles, pas une n'a été relogée, pas une seule ne peut travailler* ». « *Sur le volet travail, ça n'a pas avancé* » reconnaît Muriel Parcelier, maire adjointe UMP du quartier, qui souhaiterait des dérogations dans l'attribution des cartes de séjours par la préfecture. Conscient de cette impatience, le Centre d'orientation sociale (COS) défend « *une approche technicienne, ni politique ni militante* ». « *Dans un modèle d'intégration, explique son directeur, Philippe Ellias, on est obligé d'avoir une construction un peu lente* ». Il promet des solutions de logements et d'emploi dans deux à trois mois.

La Manif des squatters

Sud-Ouest, 29 janvier 2010

Ils quittent leurs squats pour défilé

A Bordeaux, 140 Roms roumains et bulgares sont sortis de leur squat de l'avenue Thiers hier matin. Brandissant des papiers blancs « *vierges comme nos droits en France* » explique Jérôme Lobao, leur porte-parole, et clamant des slogans comme « *Jé vou travaillé* », ils se sont rendus devant la préfecture où on a refusé de les recevoir. Cette manifestation avait pour but de réclamer de l'eau et de l'électricité, de demander la fin des tracasseries policières et de revendiquer des certificats de séjour. N'ayant rien donné, elle sera reconduite mercredi prochain. Une bonne nouvelle toutefois : le tribunal de Bordeaux a confirmé l'ordre d'expulsion des Roms de Cenon, mais avec un délai d'un an. C'est la première fois qu'un tel sursis est accordé. Une avancée ?

20 Minutes.fr, 29 janvier 2010

« *C'est la seconde fois en France que les Roms défilent* » note avec fierté Jérôme Lobao de l'association Procom. Une centaine de Roms ont manifesté depuis leur squat de l'avenue Thiers jusqu'à la préfecture de Gironde. Ils reviendront encore la semaine prochaine et jusqu'à ce que leurs revendications (notamment l'abandon des poursuites contre 5 d'entre eux pour raccord sauvage à une ligne électrique) soient satisfaites.

« Les exclus sont devant nos portes »

Le rapport d'activité 2009 de la mission France de Médecins du monde laisse apparaître une augmentation des consultations de près de 30% par rapport à 2008 dans le centre d'accueil de soins et d'orientation (CASO) de Bacalan : Bulgares, Algériens, Marocains, Français, sans couverture maladie, hors CMU, peuvent ici voir un médecin, un dentiste, une sage-femme. « *On est très repéré par les Bulgares en raison du travail social que nous tissons auprès des Roms* », explique Christophe Adam. Mais MDM ne se satisfait pas de voir son activité progresser : « *cette croissance montre que quelque chose dans le système de soin ne fonctionne pas. La prise en charge des populations marginales est très particulière. Nous devons faire avec ce qu'ils sont et non avec ce que nous voudrions qu'ils soient. La distribution des seringues, la présence sur les raves, dans les squats auprès des Roms, sont parfois mal perçues par la population. Elles nous permettent de limiter les dégâts, d'assurer une protection minimale.* ». Hier la mission MDM a ouvert ses portes au public pour inciter d'éventuels bénévoles, médecins ou pas, à venir rejoindre l'équipe existante.

Ile-de-France

Paris. Les Afghans logés à l'hôpital

Métro, 17 janvier 2010

La Mairie de Paris a mis à disposition d'Emmaüs l'ancien hôpital Saint Lazare pour loger des exilés afghans. Dès cette annonce, Eric Besson, ministre de l'Immigration, avait déclaré que ce site « *avait vocation à être refermé dès que les conditions climatiques seront redevenues favorables* ». « *L'Etat ne prend pas ses responsabilités*, a rétorqué Olga Trostiansky, adjointe PS chargée de la lutte contre l'exclusion. *Nous demandons depuis des années des centres d'hébergements pérennes pour les Roms, les Afghans, les personnes de la rue. Il y a toujours eu des non-réponses* ».

Clichy la Garenne.

Un camp de Roms évacué.

Le Figaro, 27 janvier 2010

Un campement de Roms, installé depuis plusieurs semaines sur un terrain appartenant à l'Etat, a été évacué « sans incidents » ce matin par la police, a annoncé la Préfecture des Hauts-de-Seine. Installé au niveau du pont de Gennevilliers, il abritait 83 personnes, dont 28 femmes et 18 enfants.

Clichy, le camp de Roms évacué

Le Parisien, 28 janvier 2010

60 policiers sont intervenus hier matin pour faire évacuer le camp de Roms dressé depuis cet automne à l'angle du quai de Clichy et de la route du pont de Gennevilliers. 83 personnes y avaient posé leurs valises. Pas le genre de publicité apprécié dans l'ancien fief du président de la république.... Refusant les deux jours d'hébergements à l'hôtel proposés par la préfecture, les familles sont reparties, pour pas beaucoup plus loin, à Saint-Ouen (93). Un autre département, une autre histoire. Mais les mêmes problèmes et la même misère pour les familles en question.

Languedoc-Roussillon

Pézenas. Ces Roumains mis à l'écart de la société

Midi Libre, 24 janvier 2010

Depuis un an et demi , six adultes et des enfants sont installés dans un campement le long de la voie ferrée désaffectée. Ces Roms s'entassent dans des caravanes d'un autre âge et les enfants dorment dans les tentes. Un homme travaille dans une grande surface, les autres mendient, les enfants vont à l'école. Pour le collectif de solidarité du Piscenois , « *ils ont quitté la Roumanie parce qu'ils crevaient de faim. Ici ils ont cru trouver un eldorado. Nous les aidons au quotidien, mais c'est difficile* ». La commune de Pézenas ayant fait appel à la justice, les Roms sont expulsables à partir du 18 février.

Roquemaure

Polémique autour d'une expulsion

Midi Libre, 20 janvier 2010

Aujourd'hui le Tribunal administratif rendra sa décision en appel de l'affaire qui oppose la mairie de Roquemaure et l'association « Refuge Chrétien de Plein Air (RCPA) ». En mars 2009, Christian Delmas a en effet été expulsé du terrain qu'il possédait au milieu des vignes et où il accueillait , outre la sienne, deux autres caravanes habitées par des Roms. Condamnés pour infraction au Plan d'occupation des sols, les occupants avaient vu leurs caravanes saisies et leurs affaires personnelles confisquées. Christian Delmas et l'association RCPA ont été condamnés à 1000 € d'amende.

Expulsion : la mairie dans son droit

Midi Libre, 25 janvier 2010

Ce mercredi , le tribunal administratif se penchait sur l'affaire qui oppose Christian Delmas et la mairie de Roquemaure,. S'il a rappelé que la mairie était dans son droit, le juge a semblé sensible à la dimension humaine de l'affaire. Les associations qui soutiennent Christian Delmas espèrent que l'amende sera levée et que les familles pourront récupérer leurs affaires personnelles. Pour l'instant Christian et la famille de Roms dormiront encore dans leurs voitures. Le jugement sera rendu le 16 mars.

Lorraine

Mont-Saint-Martin . Nouvelles familles évacuées du campement sauvage

Républicain Lorrain, janvier 2010

Le campement sauvage de Roms installé depuis mai 2008 sur la commune de Mont Saint-Martin appartiendra bientôt au passé. Hier quatre personnes ont regagné leur pays d'origine la Roumanie. Les six dernières connaîtront le même sort, à la mi-février. Hier, après le départ des quatre familles, les caravanes ont été ferrailées et un merlon empêche l'entrée de voitures légères. Le terrain a été frappé d'u arrêté d'insalubrité. Le maire de Mont-Saint-Martin a qualifié cette nouvelle journée de « *soft* » .

Nord-Pas-de-Calais

Département du Nord

Délinquance en baisse dans le Nord

La Voix du Nord, 16 janvier 2010

Le préfet du Nord, Jean-Michel Bérard, a livré hier les statistiques 2009 de la délinquance dans le département. Il a, entre autres, noté la stabilité du nombre d'étrangers en situation irrégulière. Les candidats au départ volontaires sont de plus en plus nombreux. Ainsi un millier de Roms de la métropole lilloise (dont plus de la moitié d'enfants) sont repartis en Roumanie. Il n'y a plus que 300 Roms errant dans la métropole lilloise au lieu de 1000 en 2008.

La Baisse de la délinquance diminue

Nord-Eclair, 16 janvier 2010

Relevant les chiffres de la délinquance dans le département du Nord pour 2009, le préfet Jean-Michel Bérard a souligné, entre autres, que 6567 clandestins avaient été interpellés. 679 départs volontaires (avec chèque) ont été comptabilisés dont 500 concernent des Roms. La Police aux frontières (PAF) considère qu'environ 300 Roms résident actuellement dans la métropole lilloise.

Discrimination envers les gens du voyage : le débat est lancé à Sciences PO par le master « Politiques de l'égalité »

La Voix du Nord, 19 janvier 2010

Sensibilisés par l'expulsion des Roms porte de Valenciennes, les étudiants de Sciences-Po ont, dans le cadre du master « Politiques et management de l'égalité et de la diversité » de l'Institut d'études politiques, lancé un débat sur les discriminations envers les gens du voyage. Ils ont pu faire la différence entre ceux-ci et les Roms. Ils avaient convié plusieurs professionnels, dont Patrick Vigneau, directeur de l'Association régionale d'étude et d'action sociale auprès des gens du voyage (AREAS).

Agglomération lilloise

Un combattant de la misère

La Voix du Nord, 19 janvier 2010

Le dernier coup d'éclat du Père Arthur Hervet : installer, juste après Noël, 13 familles Roms dans une ancienne aumônerie étudiante sans attendre l'aval de la mairie de Villeneuve d'Ascq. Ce combattant de la misère humaine a toute sa vie cherché à améliorer le sort des laissés-pour-compte de la société. Il a notamment passé 17 ans à bord d'un bateau-chapelle à Conflans-Saint-Honorine. Depuis deux ans, il a pris fait et cause pour les Roms de Lille. Il considère cette nouvelle mission comme indissociable de sa fonction de prêtres : « *ces Roms sont des chrétiens pratiquants, très facilement assimilables* ».

Les Roms de l'aumônerie vont-ils trouver un nouveau logement à Ronchin ?

La Voix du Nord, 22 janvier 2010

Pour loger les Roms actuellement abrités dans l'ancienne aumônerie de Villeneuve d'Ascq promise à la démolition, le Père Arthur et ses acolytes ont pensé à l'École Sainte-Thérèse de Ronchin, restée vide depuis septembre 2009. Le maire de Ronchin, M. Rabary, souhaite une concertation avant l'action « *puisque c'est nous qui devons assurer le suivi social et la scolarisation des enfants* ». Il estime aussi que cette école n'est pas un logement. Il souligne que Ronchin accueille déjà 9 familles Roms et a équipé un terrain qui peut accueillir 250 gens du voyage. Il se déclare pour « *une intégration diffuse* ».

« Au-delà des préjugés », une municipalité de la métropole se mobilise pour les Roms de Villeneuve-d'Ascq

La Voix du Nord, 23 janvier 2010

Le 30 janvier, la commune d'Emmerin, près de Wattignies, organise une collecte d'articles pour les Roms hébergés par l'association du Père Arthur à Villeneuve-d'Ascq. Ne craignant pas les réticences de certains de ses administrés, Bernard André, le maire (sans étiquette) affirme : « *Je sais bien que certains font l'amalgame avec les manouches, les vols.etc.. Mais, au-delà des préjugés, laissons parler notre cœur. On ne peut pas les laisser mourir de faim et de froid. Le symbole d'Emmerin n'est-il pas les mains tendues ?* ». Le maire a écrit à Martine Aubry pour attirer leur attention sur la situation de la communauté.

Ronchin, défavorable à l'hébergement des Roms

Nord Eclair, 27 janvier 2010

Dans les 700 m2 de l'ancienne aumônerie de Villeneuve d'Ascq, les 28 Roms et leur cinquante enfants sont installés, une famille par chambre, une grande salle principale utilisée en partie pour l'école des enfants, une cuisine, une salle de bains. Le Père Lucien et d'autres bénévoles de l'association « La Pierre blanche » font des cours de français à une vingtaine d'enfants : « *Ils sont la richesse de la famille. Ce sont eux qui s'adaptent le mieux et qui pourront aider leurs parents* ». Le 31 janvier, ils doivent quitter l'aumônerie, promise à la démolition. Le Père Arthur a négocié avec le service foncier du diocèse la réouverture de l'école Sainte-Thérèse de Ronchin pour accueillir les 80 Roms. Mais la mairie, consciente de « *la situation délicate des Roms* », a l'impression d'avoir été « *mise devant le fait accompli* ». Un rendez-vous va être fixé entre le maire, Alain Rabary (PS) et les initiateurs d'une pétition.

Accueil des Roms : Alain Rabary en appelle à l'humanisme face aux peurs et aux rejets

La Voix du Nord, 31 janvier 2010

A la suite de l'annonce de l'arrivée d'une cinquantaine de réfugiés roumains dans l'ancienne école de Sainte-Thérèse, un certain nombre d'habitants de Ronchin ont signé une pétition s'opposant à cette arrivée. Pour calmer l'inquiétude « *d'où naît l'exagération* » dit-il, le maire, Alain Rabary a tenu une réunion devant une cinquantaine de riverains. Il était accompagné du Père Arthur, de l'association La Pierre Blanche, d'un substitut du procureur et du pasteur représentant les familles roumaines. Dans une ambiance tendue, les objections ont fusé : crainte de l'insécurité, de la baisse de valeur des maisons. Alors que Véronique Gilles, la substitut, affirmait que « *ces familles là ne posent aucun problème* », Alain Rabary a rappelé qu'il ne pouvait pas s'opposer légalement à cette installation dans un bâtiment privé. Il a confirmé que les familles seraient prises en charge au niveau de la vie quotidienne, de la santé, de la scolarisation par diverses associations et bénévoles. « *Ce ne sont pas l'intolérance et la haine de l'autre, la peur de l'étranger qui doivent prédominer* ». Il a promis de mettre à disposition un numéro vert pour tout problème et de créer un comité de surveillance.

Calais. Deux jeunes Roms jugés pour avoir ligoté et violé une adolescente

NordLittoral, 27 janvier 2010

Le 6 juillet 2008, deux jeunes Roms de 19 et 16 ans en partance pour l'Angleterre auraient agressé et violé une adolescente en plein Calais. Ils sont jugés à partir d'aujourd'hui devant la Cour d'assises des mineurs de Saint-Omer. L'un d'entre eux a reconnu les faits.

Douai : ville ouverte pour les Roms

20 minutes.fr, 22 janvier 2010

Dans un courrier adressé au maire de Douai, un propriétaire terrine annonce son intention de prêter gratuitement son terrain à la communauté rom. Ce propriétaire proteste ainsi contre le prix dérisoire que la mairie lui aurait proposé pour acquérir ce lopin de terre en 2008.

Provence Côte d'Azur

Cannes. Restos : un début de campagne qui crève le cœur

Nice-Matin, 18 janvier 2010

Les deux restos du cœur de Cannes constatent une augmentation de 10 à 20° % des bénéficiaires. Alors que le centre de la rue des Halles accueille beaucoup de personnes seules, de seniors, de travailleurs pauvres, celui de Ranguin, reçoit plus de familles étrangères, roms notamment, qui vivent dans des squats et ont besoin d'aide alimentaire.

Rhône-Alpes

Lyon. Quand la rue descend dans la rue

Lyon Libération, 28 janvier 2010

Ce jeudi, les travailleurs sociaux du Samu social 69 et des centres d'hébergement d'urgence de l'agglomération lyonnaise étaient en grève. Ils ont manifesté devant la préfecture du Rhône pour réclamer plus de places et de moyens. Ils soulignent que le problème de l'hébergement d'urgence n'est pas seulement celui des clochards, mais qu'il est lié à la question de l'errance, avec des personnes qui sortent de prisons ou d'hôpital psychiatrique, des sans-papiers, des Roms, des familles sans logements.

CULTURE

La face tzigane d'Isabelle Gosselin

Cyberpresse, Canada, 21 janvier 2010

La pièce « César et Drana », écrite par Isabelle Doré, raconte les derniers moments d'une tzigane qui a perdu son cheval. La conteuse Isabelle Gosselin, également violoniste etoureuse de la musique tzigane, s'est appropriée la pièce et a composé la partition musicale. Du Québec à la Géorgie, en passant par la République tchèque et la Slovaquie, le spectacle continue ainsi son épopée sur les planches aux quatre coins du vieux continent et ce en plusieurs langues.

La résistante Yvette Lundy bientôt sur grand écran

L'Union, 30 janvier 2010

Pour son nouveau film, « Liberté », un film sur l'holocauste des Roms, le réalisateur Tony Gatlif s'est inspiré de personnages qui ont existé. Parmi eux, l'institutrice « Mademoiselle Lundi » a été créée

d'après l'histoire vraie d'une institutrice qui travaillait à Gonges dans la Marne, Yvette Lundy (actuellement à Epinay). Celle-ci, qui a rencontré avant le tournage le réalisateur et l'actrice Marie-Josée Croze, tient à préciser que « *le film parle de choses semblables à ce que j'ai vécu, mais ce n'est pas mon histoire. Je ne suis qu'une idée, je n'ai jamais eu l'occasion de protéger les Roms* ». Pour Delphine Mantoulet, la productrice du film, « *le personnage de Melle Lundi est inspiré de l'institutrice et de la résistante qu'elle était. Tous les actes de résistance du film sont inspirés de ses propres actes de résistance* ».

Art. Michel Van Hamme déroule son agenda culturel

Midi Libre, 30 janvier 2010

Entre une exposition à Tokyo, une autre à Pont-Saint-Esprit où il a son atelier et la célébration du Collectif Peintres et poètes d'aujourd'hui, l'agenda culturel du peintre Michel Van Hamme est bien rempli. Le 8 avril, il se rendra aussi à Alès pour une conférence sur la culture tzigane. Descendant d'un père sinti-rom et petit fils d'une Polonaise d'origine ukrainienne, Michel Van Hamme est, en fait, engagé en faveur de l'émancipation des peuples Roms.
